Documents liés à l'article source

Extraits des recommandations formulées à la France par le Comité des droits de l'homme (CCPR/C/FRA/CO/4, par. 22)

Collecte de données

20. Le Comité prend note de la création d'un système centralisé de collecte et de suivi des données qui recueille des informations relatives aux enfants à risque, à savoir l'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED). Toutefois, il reste préoccupé par le processus de collecte de données provenant de secteurs différents et se demande si les différentes sources utilisent une méthode uniforme d'évaluation et de description des données. Le Comité est également préoccupé par les conditions dans lesquelles les entités qui fournissent ou traitent les données peuvent accéder aux informations recueillies, et en particulier par l'absence de politique générale relative à l'utilisation des données à caractère personnel.

21. Le Comité recommande l'établissement d'un système national harmonisé permettant de recueillir et d'analyser des données ventilées sur tous les domaines couverts par la Convention et ses deux Protocoles facultatifs, afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des droits de l'enfant, de contribuer à l'élaboration de politiques globales et complètes en faveur des enfants et de leur famille et de faciliter la promotion et la mise en œuvre de la Convention et de ses deux Protocoles facultatifs. Le Comité recommande en outre à l'État partie de ne saisir dans les bases de données que des renseignements personnels anonymes et de légiférer sur l'utilisation des données collectées en vue de prévenir une utilisation abusive des informations

Protection de la vie privée

50. Le Comité prend note avec préoccupation de la multiplication des bases de données servant à la collecte, à la conservation et à l'utilisation à long terme de données personnelles sur les enfants, qui pourrait aller à l'encontre du droit de l'enfant et de sa famille à la protection de leur vie privée. En ce qui concerne la Base élèves 1er degré, le Comité note avec satisfaction que l'État partie en a retiré les données sensibles qui y figuraient à l'origine. Toutefois, les objectifs de cette base de données et son utilité pour le système éducatif n'étant pas clairement définis, le Comité est préoccupé par le fait que cette base de données puisse être utilisée à d'autres fins, telles que la détection de la délinquance et des enfants migrants en situation irrégulière, et par l'insuffisance des dispositions légales propres à prévenir son interconnexion avec les bases de données d'autres administrations. Il note en outre avec préoccupation que les parents ne peuvent pas s'opposer à l'enregistrement de leurs enfants dans cette base de données, n'en sont souvent pas informés, et pourraient avoir des réticences à scolariser leurs enfants.

51. Rappelant les recommandations formulées par le Comité des droits de l'homme, le Comité engage instamment l'État partie à prendre toutes les mesures voulues pour garantir que la collecte, le stockage et l'utilisation de données personnelles sensibles sont compatibles avec les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 16 de la Convention. L'État partie devrait veiller en particulier à ce que :

- ▶ (a) La collecte et la conservation de données personnelles dans les ordinateurs, dans des banques de données et selon d'autres procédés, que ce soit par les autorités publiques, des particuliers ou des organismes privés, soient régies par la loi et leur objectif clairement défini ;
- ▶ (b) Des mesures effectives soient adoptées pour garantir que ces informations n'arrivent pas entre les mains de personnes non autorisées par la loi à les recevoir, les traiter et les utiliser ;
- ▶ (c) Les enfants et les parents relevant de sa juridiction aient le droit de consulter leurs données, de demander la rectification ou la suppression d'une donnée qui est incorrecte ou a été recueillie contre leur volonté ou traitée en violation des dispositions de la loi no 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

◆◆◆◆◆◆◆◆

Source internet : <http://retraitbaseeleves.wordpress.com/2009/08/09/nouveau-fichier-eleves-handicapes/>

Compte rendu transmis par la FCPE de Seine Saint Denis au Collectif de résistance à Base élèves

PRÉSENTATION DE L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE DE TRAVAIL (ENT) À L'INTENTION DES ENSEIGNANTS RÉFÉRENTS POUR LA SCOLARISATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS (ERSEH).

MISE EN ŒUVRE DU CARTABLE EN LIGNE DANS L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL.

Réunion de présentation aux représentants de parents d'élèves et aux représentants des associations de parents d'enfants handicapés (2 juillet 2009).

Par l'IPR en charge de l'ASH pour le rectorat.

Objectifs : favoriser un suivi personnalisé des situations d'élèves au plan départemental et disposer de données agrégées anonymées permettant d'avoir une vision d'ensemble de la politique académique ; visions au plus près du terrain pour le référent, visions globales actualisées pour l'IA et le rectorat (stratégies, financements, évolutions et comptes rendus au ministère).

Moyens : le service informatique du rectorat a mis au point une application performante permettant la saisie des données de toute l'académie et l'exploitation sécurisée de ces données. Cet outil fonctionnel prêt l'utilisation attend l'autorisation complète de la CNIL et pourrait être opérationnel dès la rentrée 2009.

Sécurité : L'application fonctionnera dans la zone "intranet" de l'académie, non accessible de l'extérieur, sauf utilisateurs authentifiés. Son accès relève de l'utilisation d'une clé OTP (One Time Password [la même que doivent utiliser les directeurs d'école pour l'accès à Base-Élèves]). Cette clé, attribuée à une personne bien définie, affiche en permanence un code de 6 chiffres qui change toutes les minutes. Ce code est demandé plusieurs fois pour accéder aux domaines réservés de l'Éducation Nationale, le 1er niveau étant le domaine appelé « cartable en ligne » offrant, semble-t-il, plusieurs directions, l'une d'elles étant le domaine de la scolarisation des élèves en situation de handicap. Dans ce domaine, 3 accès sont possibles : la zone dite "commun", la zone "professeur" et la zone "IA". Chaque zone n'étant accessible qu'aux personnels accrédités munis de leur code OTP.

Possibilités : contenus possibles et exploitables dans chaque zone...

Zone "Commun" :

- liste académique des élèves en situation de handicap (anonymée)
- liste des troubles (anonymée)
  1. troubles des fonctions auditives,
  2. troubles des fonctions cognitives,
  3. troubles des fonctions motrices,
  4. troubles des fonctions viscérales, métaboliques et nutritionnelles,
  5. troubles des fonctions visuelles,
  6. troubles psychiques*,
  7. troubles spécifiques des apprentissages*,
  8. troubles associés,
  9. autres...
- liste des établissements d'accueil et des dispositifs
- liste académique des référents
- liste des établissements du répertoire finess (Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux)

* les dénominations sont imposées par l'administration centrale, et servent à classer les handicaps, sans chercher à répertorier les diagnostics : « s'occuper de l'élève, pas de la maladie. »

Zone “Professeur” (il s’agit de la zone de chaque référent)

- liste des élèves suivis › fiche détaillée de chaque élève (qui sert de base à l’ensemble des données) par incrémentation automatique sans indication des troubles car hors gestion administrative;
- ajout de fiches : met en relation avec la liste académique pour éviter les doublons;
- liste des troubles des élèves du secteur.

Zone “IA”

- liste des élèves du département
- liste des référents du département [avec possibilité pour l’IA de désactiver les accès]
- liste des dispositifs du département
- liste des établissements par dispositif
- gestion des troubles.

Questions diverses

Qui va saisir ?

Pas les référents pour l’ouverture de l’application (« outil pour faciliter la tâche, pas pour rajouter du travail ») ; les infos déjà connues devraient être basculées par les services informatiques du rectorat. Les fiches seront ensuite nourries par chaque référent.

Cet outil permettra-t-il de savoir combien d’enfants en situation de handicap n’ont pas de place dans un dispositif scolaire et restent à la maison ?

Le référent a cette information pour tous les enfants inscrits à l’école dans son secteur et qu’il doit suivre.

Cet outil permettra-t-il de disposer d’informations sur les AVS/EVS ?

Le référent ne gère pas les postes. Il n’y a pas de listes de ces personnels que les IA sont chargés de recruter, de former et d’affecter. Sur la fiche-élève, une case permet seulement de noter quel genre d’accompagnement a été notifié par la MDPH.

Jusqu’où le référent suit-il les élèves en situation de handicap ?

Jusqu’au lycée: même après le bac en cas d’enseignement en lycée. À l’université: c’est un autre système qui prend en charge les étudiants...